

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

NOUVELLES POLITIQUES NATIONALES ET ÉTRANGÈRES.

Du JEUDI 26 Septembre 1793, l'an 2^e. de la République.

Le Bureau des *Nouvelles Politiques*, &c. Feuille qui paroît tous les jours, est établi à Paris, rue St-Honoré, vis-à-vis l'ancien Hôtel de Noailles, n^o. 1499, près les Jacobins. Le prix de la souscription est de 42 liv. pour un an, de 21 liv. pour six mois, & de 12 liv. pour trois mois. Les lettres d'envoi doivent être adressées au citoyen FONTANILLE, Directeur de l'Abonnement, qui doit commencer le premier d'un mois, & on ne reçoit point de lettres non-affranchies.

Les Souscripteurs dont l'abonnement expire le premier Octobre prochain, sont invités à renouveler avant cette époque s'ils ne veulent point essuyer d'interruption.

ANGLETERRE.

De Londres, le 17 septembre.

LORD Lauderdale a présenté au roi une pétition, signée par 40 mille citoyens, tant de Glasgow que des autres villes d'Écosse, dont le but est d'inviter S. M. à mettre fin à la guerre qui désole une grande partie de l'Europe.

On parle beaucoup ici de la retraite de l'amiral Howe : on lui donne pour successeur, dans le commandement de notre flotte, l'amiral Barington; cependant cette nouvelle, confirmée dans le *Morning Herald*, mérite confirmation. Le même papier nous assure que les fils du roi, les deux princes Ernest Auguste & Auguste-Frédéric, étoient au siège de Dunkerque avec leur frère le duc d'York.

Plusieurs vaisseaux de rangs différens ont encore été mis en commission, & les officiers se disposent déjà à partir. Le duc de Clarendon quittera incessamment la capitale, pour aller arborer son pavillon amiral à la *Ville de Londres*, vaisseau de 98 canons qui est destiné à l'escadre qui doit porter des troupes aux Indes Occidentales : le gouvernement veut y faire passer 12 à 14 mille hommes; plusieurs régimens sont en pleine marche vers les côtes, où tous les officiers sémestriers ont à se rendre sans délai. Saint-Domingue sera d'abord attaqué; le général Williamson s'y portera, de la Jamaïque, pour commander l'expédition.

Les levées de matelots ne se font pas avec beaucoup de prestesse; cela a déterminé le roi à prolonger, jusqu'au 31 octobre, les primes accordées à ceux qui s'engagent volontairement.

Le 27, l'amirauté a reçu des dépêches de lord Hood, qui croise devant Toulon. Le commandant de la place lui a proposé l'échange des prisonniers, & en conséquence l'amiral y a envoyé un officier pour en convenir. Cet officier a compté dans le port 16 vaisseaux de ligne prêts à mettre à la voile, & 4 ou 5 autres encore en armement. Les habitans de Toulon lui ont paru mornes & atterrés.

Le 28, on a dû mettre en délibération les plaintes qu'a faites le ministre américain dans un office qu'il a remis à lord Grenville; mais il n'a encore rien transpiré de ce qui peut

avoir été résolu : on ne fait pas même positivement si nos ministres se sont effectivement occupés de cet objet. Peut-être les plaintes de M. Pickney sont-elles fondées, peut-être ne le sont-elles pas. Voici ce que l'on en dit : Les cargaisons des navires américains n'ont pas été confisquées, mais seulement payées au prix que nos ministres y ont mis. Les capitaines ont été payés du fret & de leurs dépens; mais n'ont reçu aucune indemnité pour les frais de demeurage; il y a même eu des cas où l'un a été refusé comme tel. Une de nos feuilles de l'opposition fait mention d'un cas qui, selon elle, donne à l'Amérique les plus justes raisons de se plaindre. Le *Nancy*, vaisseau américain, avoit pris à Londres un chargement pour Dunkerque. Les effets appartenoient à différens négocians anglais & à différens négocians françois. Lorsque l'embargo mis sur les navires étrangers fut levé, un ordre du conseil donna au *Nancy* la permission de partir, après avoir acquitté les droits. On ne se mit point en peine au bureau d'examiner la cargaison, ni sa destination; mais à peine le vaisseau fut-il arrivé à Graveurande, qu'il s'y vit arrêté par un des cutters du bureau. La confiscation en a été prononcée aux jugemens de l'amirauté, & le capitaine n'a pu obtenir ni fret ni dépens.

L'on fait, au demeurant, que le ministre américain n'a pas borné ses plaintes ou remontrances au seul fait des vaisseaux saisis, mais qu'il a fait aussi des réclamations au sujet de deux matelots de son pays, qui, enlevés par les suppôts de la presse, & détenus depuis le 18 juin sur le vaisseau du dépôt, ont constamment refusé de servir contre les François. Ces deux matelots ont été conduits ces jours-ci à bord du *Sanwich*; & l'on dit qu'ils ont fait un mémoire adressé au président du congrès, qui, sur chaque circonstance, trouvera des preuves.

De Douvres, le 14 septembre.

On a aperçu sur le canal une flotte de navires qu'on dit composée de 17 voiles hollandoises venant de l'Amérique.

Le corsaire le *Marsillois*, de Dunkerque, de 22 canons & de 180 hommes, a envoyé à Boston deux navires hollandois, venant des îles, chargés de sucre & de café, ainsi que le *Harponer*, allans de la mer du sud à Bristol. Il a pris

aussi la Bonne-Intention, corsaire de 15 canons, de Bristol; il a mis à bord un équipage françois, & a continué sa croisière; il a encore pris le 3 de ce mois, par la latitude 37, la *Chancee*, allant de Saint-Ubes à Terre-Neuve, que le capitaine françois a donné à ses prisonniers, pour le conduire en Angleterre, & qui est arrivé à Bristol.

PROVINCES-UNIES.

Extrait d'une lettre d'Amsterdam, du 16 septembre.

L'armée hollandaise a furieusement souffert depuis le commencement de la campagne; battue habituellement, elle a perdu plusieurs centaines d'officiers tant tués que faits prisonniers: parmi les premiers se trouvent le prince de Waldeck, les généraux Noffis & Quadt, ainsi que le colonel van Pabst. Notre cavalerie est fort délabrée & presque hors d'état de servir. Cependant le parti dominant veut encore faire un nouvel effort. Cinq bataillons d'infanterie & quatre escadrons de cavalerie viennent de recevoir l'ordre de partir pour l'armée: de sorte que la Hollande se trouvera absolument sans troupes. Six cents soldats de l'évêque de Munster, que Joseph II appelloit plaisamment mon frere le curé de Bonn, forment toute la garnison de Nimegue. Voilà les suites de notre belle alliance avec l'Angleterre & la Prusse (1).

La misère & la dépopulation se font sentir ici presque partout. Nos gros bénéficiaires affectent d'être touchés de la situation du peuple; mais ils ne parlent point de la soulager: cependant ils commencent à craindre de nouveau que les François ne viennent nous faire une visite; le vœu populaire les appelle; car le peuple fait à merveille que l'égalité est la base de la liberté, & qu'on ne souffre point dans les principes de la république françoise le partage inique de toutes les richesses d'un côté très-petit, & celui de la misère générale de l'autre qui est très-grand.

Les commissaires prussiens qui achètent tout ici pour leurs magasins, ont fait renchérir à tel point les denrées de première nécessité que le sac de pommes de terre coûte 7 florins de Hollande.

Il y a seize cents prisonniers françois à Vezel; les officiers sont logés en ville, & sont bien vus par les habitans; les soldats sont casernés à la citadelle; mais on leur accorde de tems en tems la permission d'aller se promener dans la ville. Ces braves gens ont célébré entr'eux la journée du 10 août, qui a fait pâlir tant de despotes; mais l'homme libre ressemble à *Epicure*, il est libre par-tout.

Le greffier Faizel est toujours à Londres; on présume avec quelque fondement qu'il est chargé de représenter au ministère britannique combien il est urgent pour les Provinces-Unies de renoncer à une guerre qui paralyse leur commerce, à moins que l'Angleterre ne les indemnise par des secours pécuniaires des pertes qu'ils éprouvent. On verra quel moyen adoptera Pitt pour retenir la Hollande dans une coalition où elle n'a rien à gagner & tout à perdre.

FRANCE.

DÉPARTEMENT DU HAUT-RHIN.

De Colmar, le 17 septembre.

Hier, nous avons vu tout le jour une épaisse fumée s'élever

(1) Note des rédacteurs. Dans notre n^o 266, nous avons consigné les plaintes de l'Angleterre sur son alliance avec la Hollande: voici les plaintes de représailles de la Hollande contre l'Angleterre & la Prusse. Si toutes les puissances coalisées en font autant les unes contre les autres, elles auront à coup sûr raison: mais adieu la coalition qui n'a d'autre objet que celui d'empêcher la liberté de détruire le despotisme des rois, des cours & des ministres.

du Vieux-Brissack. La canonnade a été continuée; & vers le soir, tout a été de nouveau en flammes. Le feu ennemi, quelque vif qu'il fût, n'a blessé que deux ou trois soldats, sans faire d'ailleurs le moindre mal. Il a paru jusqu'ici que les batteries autrichiennes, dont celles au bord du Rhin sont détruites, s'appliquoient singulièrement à tirer en l'air.

Notre masse du Haut-Rhin n'a pu achever hier ses préparatifs pour passer la rivière; mais nous attendons ce soir des rapports importants de ces contrées, qui fourmillent d'hommes, à qui il n'a manqué que l'occasion pour imiter le courage de leurs freres du Bas-Rhin.

Il paroît que le chef de nos arquebusiers francs s'est rendu suspect; car il a été arrêté il y a quelques jours, & conduit hier à Strasbourg; & sa compagnie, dans laquelle se trouvent plusieurs déserteurs hongrois, a été envoyée à Besançon.

Dans ce moment, le bruit est général que notre armée du Haut-Rhin a passé la rivière ce matin à 3 heures: nous n'avons cependant reçu aucun rapport officiel à ce sujet. Les forces ennemies, qui peuvent s'opposer à ce passage, consistent principalement, à ce que l'on assure, en quatre régimens de cavalerie.

Voici une petite anecdote qui peint le François: Lundi dernier un chasseur avoit amené ici un superbe cheval qui avoit été monté par un général anglais; ce cheval étoit sellé & orné très-richement. Un officier françois propose au chasseur de lui acheter sa prise, & lui en demande le prix; le chasseur lui répond que ce cheval lui a coûté un peu cher, s'étant fort exposé pour l'enlever. L'officier, charmé des détails que lui donne le chasseur avec naïveté & franchise, lui offre, pour récompenser sa bravoure, 3400 liv. Le cheval est vendu sur-le-champ à ce prix, & le dragon, étonné de sa fortune, dit à l'officier: « Donnez-moi votre nom & un billet de 50 liv., je crains d'avoir une plus forte somme dans ce moment; je desire seulement me rafraîchir avec mes camarades: je dois retourner au combat, & vais m'occuper de mieux faire si je peux; à mon retour, si l'ennemi ne me brûle pas la cervelle, nous compterons ensemble, & je n'attache de prix à ma petite fortune qu'autant que je verrai les ennemis bien battus ». Ce brave homme est du 6^e. régiment de chasseur à cheval, ci-devant Languedoc; on fait que depuis le commencement de la guerre, ce brau régiment a supérieurement servi, & qu'il est composé d'excellens républicains.

DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN.

Extrait d'une lettre particulière de Landau, du 18 septembre.

Je cherche toutes les occasions possibles pour vous donner de nos nouvelles; mais les esclaves qui nous environnent, portent leur surveillance si loin, que je crains que, parmi toutes celles que je vous ai envoyées depuis notre blocus, aucune ne vous soit encore parvenue, & que par conséquent mes démarches auront été infructueuses: cependant je vais encore vous faire le résumé de notre situation.

« Les Prussiens & les émigrés qui nous environnent, n'ont encore commis aucune agression; & d'après tout ce que l'on peut croire, & ce que l'on a pu savoir d'eux, ils n'ont pas envie de rien entreprendre contre Landau, si ce n'est par trahison ou par défaut de vivres.

» Nous avons fait, le 12 & le 14, différentes sorties, où nous leur avons tué environ 40 hommes, parmi lesquels s'est trouvé un de leurs officiers supérieurs.

» Chaque fois que nous entendons le canon du côté de Wissembourg, la garnison fait des sorties, afin d'empêcher leurs colonnes de se joindre, en cas qu'ils soient repoussés ».

Les amis de
pièces du théâ
qui les alarme
produire des ri
Fontaine, Lé
spectacle, on
Caux-là l'ont
par leurs lum
pour en perp
public qui dou
la liberté de
& rétablir la

Le général
Larive a été

Le général
par ordre du
Luckner a été

Le général
a république
esse & de ce
rançois; il v
mmuent qui
dans ce libe
magistrats du
aient passai
effort de ceu
est une me
tout le mon
Ricardos, on
venez habit
me charge d
l'emploi d
le mépris &
qu'a donner
républicains
facilités du
tation.

Un memb
souliers desti
que vingt-de
saires pour
lecture d'une
une victoire
hommes &
que soixante
lesquels on
armée.

Un memb
tures portan
à la police
suspects tou
que ceux qu
veillera au
mot de roi.
Un des c
faire perqui
tirer les obj
qu'il a été t

De Paris, le 26 septembre.

Les amis de la révolution voyoient avec peine dans les piéces du théâtre du Vaudeville une teinture d'aristocratie qui les alarmoient, & des allusions perfides qui pouvoient produire des rixes & des désordres: les citoyens Radel, Barré, Fontaine, Léger & Mozier, acteurs & entrepreneurs de ce spectacle, ont été dénoncés & mis en état d'arrestation. Ceux-là sont bien coupables qui, pouvant servir leur patrie par leurs lumiéres & leurs talens, les emploient au contraire pour en perpétuer les maux, & pour s'opposer à cet esprit public qui doit enchaîner toutes les factions, faire triompher la liberté publique, déconcerter les complots des malveillans, & rétablir la paix.

Le général Quetneau a été conduit à l'Abbaye.

Larive a été de nouveau mis en état d'arrestation.

Le général Houchard arrive aujourd'hui à Paris, arrêté par ordre du comité de salut public. — On dit que le général Luckner a été aussi arrêté.

Le général Ricardos ne pouvant vaincre les troupes de la république par la force, cherche tous les moyens de bassesse & de corruption pour ébranler la fidélité du peuple François; il vient de distribuer un manifeste qui est un monument qui attestera à tous les siècles la perfidie espagnole. Dans ce libelle diffamatoire il outrage les représentans & les magistrats du peuple; il lui dit que les puissances coalisées avoient parfaitement que la réquisition en masse est le dernier effort de ceux qui ont usurpé l'autorité en France, & que c'est une mesure de contrainte & de vexation pour forcer tout le monde à défendre leurs usurpations: « Venez, dit Ricardos, vous tous qui gémissiez sous cet affreux despotisme, venez habiter un sol plus heureux; venez, le roi m'en a fait la charge de vous y engager; vous trouverez un asyle, de l'emploi & des moyens d'exister. Cet infâme libelle a excité le mépris & l'indignation du peuple François; il ne servira qu'à donner une nouvelle énergie à son courage, & ces hardis républicains voleront au combat pour exterminer ces vils satellites du despotisme, & ces lâches esclaves de la superstition.

COMMUNE DE PARIS.

Du 24 septembre.

Un membre se plaint de ce que sur six cents paires de souliers destinés à la fourniture de l'armée, il ne s'en trouve que vingt-deux de bonnes. Le conseil nomme deux commissaires pour vérifier ce fait & faire leur rapport. — On donne lecture d'une lettre qui annonce que nous avons remporté une victoire complète sur les Espagnols: ils ont perdu 1200 hommes & le général Solano; tandis que nous n'avons eu que soixante hommes de tués & quelques blessés, parmi lesquels on compte les deux représentans du peuple près cette armée.

Un membre se plaint de ce qu'on voit encore des voitures portant les emblèmes de la féodalité. Le conseil renvoie à la police, avec invitation d'arrêter & traiter comme suspects tous les conducteurs de pareilles voitures, ainsi que ceux qui s'en servent. L'administration de police surveillera aussi ceux qui portent des boutons où l'on voit le mot de roi.

Un des commissaires nommés par le conseil général pour faire perquisition chez les prisonniers du Temple, & en retirer les objets de luxe, rend compte de sa mission; il dit qu'il a été trouvé dans une commode appartenante à Elisa-

beth, deux rouleaux de chacun quarante ci-devant louis d'or, que ladite Elisabeth a déclaré lui avoir été donnés en dépôt le 10 août 1792, & que cette somme avoit été confiée à la veuve Lamballe par une autre personne. Le conseil arrête que ces quatre-vingt piéces d'or seront déposées au secrétariat, pour être représentées en toute réquisition.

Les citoyens de première réquisition des sections de 1792, de Popincourt & du Panthéon défilent dans la salle du conseil.

Henriot, dans l'ordre, invite tous les concitoyens à apprendre l'exercice, afin de se familiariser avec les armes; la patrie, ajoute-t-il, a droit d'exiger ce léger sacrifice de tout honnête homme qui s'honore d'être républicain.

CONVENTION NATIONALE.

N. B. Dans les séances du lundi 23, l'on a appris que les rebelles de la Vendée avoient pris la fuite, à l'approche d'une colonne d'Angers, qui s'est réunie à celle du Pont-de-Cé. — Dans un district du département de la Sarthe, il s'est élevé quelques troubles dont les auteurs sont en arrestation. — Les représentans à Nice envoient le détail de leur conférence républicaine avec les parlementaires Anglois; ces Anglois ont communiqué une lettre du traître Trogoff, amiral de la flotte de Toulon, qui invite les François à cépter, avec Louis XVII, la constitution de 1790.

(Présidence du citoyen Cambon).

Suite de la séance du mardi 24 septembre.

Le ministre de la guerre informe la convention qu'il a nommé le citoyen Daubigny pour second adjoint de la deuxième division de son ministère. — Bourdon de l'Oise & Billaut-Varennnes demandent si ce Daubigny est le même qui, dans la section des Tuileries qu'il présidoit au 10 août, fut pris volant des montres & 10 mille livres en assignats, qui sont encore déposés au comité de sûreté générale. La convention décrète que le ministre déclarera si le Daubigny nommé adjoint est le même que celui qui est dénoncé.

L'on ordonne la démolition d'un ancien château situé dans le district de la Rochelle, & appartenant ci-devant à la ci-devant marquise de Montmirail, ce château auroit pu servir de repaire aux brigands de la Vendée.

Un décret rendu ensuite, défend aux citoyens employés à la fabrication du papier d'assignats & des assignats, d'abandonner leur atelier sans un congé de l'inspecteur.

Le comité révolutionnaire de la section Poissonnière a saisi 45 milliers de sel chez un nommé le Pécheux, qui n'en avoit déclaré que 8 milliers: les papiers de cet accapareur, mis sous scellés, ont présenté des correspondances auxquelles le pécheux attache le plus grand prix, puisqu'il a tout fait pour séduire trois membres du comité révolutionnaire: ces trois citoyens ont reçu du compteur une somme de 18 mille livres, qu'ils ont à l'instant déposée au comité de sûreté générale de la convention, en faisant arrêter les nommés Tardieu, Desmarez & Moinet, complices de l'accapareur. — La convention charge son comité de sûreté générale de faire l'inventaire des papiers saisis chez le Pécheux: les 18 mille livres seront remises à la disposition du comité révolutionnaire de la section poissonnière; le tiers de cette somme sera donné aux dénonciateurs.

Séance du mercredi 25 septembre.

Plusieurs sociétés populaires invitent la convention à n'abandonner son poste que lorsque les dangers de la patrie n'existeront plus: celle de Chambéry remercie les représentans du

peuple d'avoir pris de grandes mesures pour expulser entièrement les Piémontais du territoire du Mont-Biaac.

Les représentans près l'armée des côtes de Brest envoient l'état de plusieurs jugemens prononcés par le tribunal de la Loire-Inférieure, contre des particuliers convaincus d'avoir voulu entraver l'exécution de la loi sur le recrutement.

Les administrateurs du district de Verneuil écrivent que la récolte de leur pays suffira à peine à la subsistance des habitans.

Coupé, de l'Oise, présente un projet de décret contenant des moyens énergiques pour empêcher les accaparemens, & sur-tout l'exportation des grains. La convention ajourne la discussion de ce projet.

Thuriot fait des réflexions sur la nécessité de déjouer les efforts de ceux qui, ennemis nés des sciences & des arts, voudroient, comme les barbares, brûler toutes les bibliothèques, parce que, comme les despotes, ils craignent les lumières: l'opinant demande que le comité d'instruction publique soit chargé de publier, chaque jour, une feuille qui contiendrait tous les traits d'héroïsme des défenseurs de la république, & dans laquelle seroient développés les principes purs de la morale. — L'idée de Thuriot est accueillie avec enthousiasme; l'assemblée décrète l'exécution.

Gouffier dit que notre armée victorieuse dans la Vendée, a cependant rétrogradé de cinq à six lieues; & que le général qui la commande, après avoir concerté & arrêté avec les représentans-députés un plan de campagne, s'est refusé à l'exécution de ce plan: il observe que le comité de salut public devrait être invité à faire part des renseignemens qu'il doit avoir à cet égard.

Duham donne lecture de deux lettres de Bentabolle & Levassier, représentans-députés près l'armée du Nord: ces lettres, datées du 21 de ce mois, portent que l'armée de la république vers cette partie de nos frontières doit attirer toute l'attention des législateurs & des bons citoyens; qu'elle a en tête des ennemis nombreux & tacticiens; qu'il faut se hâter de lui envoyer des renforts; que les contingens ne peuvent servir qu'autant qu'ils auront été incorporés dans les cadres actuels qui se trouvent incomplets; que des régimens sont réduits à la moitié de leur nombre primitif; que les avant-gardes remportés à Bergues & à Dunkerque peuvent à peine compenser les revers de Cambrai & du Quesnoy: les places assiégées ne se défendent pas sérieusement; telles qui ont été prises, n'ont pas même en leur chemin-couvert attaqué: l'on devrait faire sortir les habitans des menacées; par ce moyen, l'on écarteroit une affluence toujours fatale, & les subsistances dureroient plus long-tems. Bentabolle & Levassier se plaignent de ce que le conseil exécutif étudie les nominations faites par le comité de salut public & par les représentans-députés qui sont plus à portée de connoître les patriotes dont les talens peuvent être utiles: ils terminent en demandant des habits, des capotes & des souliers pour l'armée, ainsi qu'un renfort de cavalerie.

Après lecture de ces lettres, Briez monte à la tribune, & annonce que nos troupes ont éprouvé un grand échec à Menin; il semble accuser le silence du comité de salut public; il lit un long mémoire, dans lequel, après avoir fait sentir le danger de laisser les riches moissons de la ci-devant Picardie à la merci des Autrichiens, il propose plusieurs mesures & entr'autres une grande diversion. — L'assemblée ordonne l'impression du mémoire de Briez, & adjoint ce membre au comité de salut public.

Un député assure que les départemens voisins des Pyrénées sont menacés de manquer de subsistances; que les généraux de ce côté, comme vers le Nord, ont adopté un système d'inertie; que le nombre des déserteurs est très-considérable, & qu'une bande de ces déserteurs massacra, il y a quinze jours, un maire du département des Landes.

Merlin, de Douay, fait lecture de deux lettres; l'une, datée de Montagu, le 21, porte que l'avant-garde de Mayence a éprouvé un échec près de Mortagne, & a perdu deux obus & trois pièces de 4: dans l'autre, écrite par le général Vernhe, même date, l'on trouve quelques détails sur cette action: presque tout le pays entre Mortagne & Clifton est dépeuplé, les femmes, les enfans, les vieillards se sont réfugiés à Mortagne avec leurs effets; cette ville est retranchée de charrettes de toutes parts; l'on se dispose cependant à l'attaquer, quoique, dit l'auteur de la lettre, l'armée de Rossignol ait refusé de concourir au plan général qui avoit été arrêté.

Gouffier assure que les deux divisions, l'une de Luçon, l'autre de Fontenay, ont reçu ordre de Rossignol de se replier respectivement sur ces villes d'où elles étoient parties. — Un autre membre dit que les rebelles étant venus jusqu'à 100 pas de la ville de Thouars, l'on avoit refusé de battre la charge; mais que les gens de la campagne ayant forcé de la battre, les rebelles avoient été repoussés, & avoient perdu trois pièces de canon. — Un autre assure que les deux divisions de Rossignol ont été défaits, l'une le 17, l'autre le 19 de ce mois.

Billaut-Varenes dit que le comité de salut a sans cesse à lutter contre la trahison & l'égoïsme; que tout annonce le dessein bien formé d'avilir la convention & ses comités; qu'hier soir il a été arrêté dans une rue, avec un de ses collègues, par des gens qui ne vouloient pas qu'une carte de député eût la valeur d'un carte de citoyen. Billaut-Varenes invite la convention à se défier des hommes qui, ayant gardé le silence jusqu'à ce jour, suppléent le patriotisme par l'exagération: il demande que la responsabilité pèse enfin sur toutes les têtes, & que la convention en masse réponde du salut public. — Sur la proposition de ce membre, la convention mande le comité de salut public, & décrète qu'elle ne se séparera pas sans avoir pourvu aux maux de la patrie.

Cambon, au nom de la commission des finances, fait rendre plusieurs décrets en interprétation des loix du 24 août sur la consolidation de la dette publique, & du 11 septembre sur les extraits d'inscriptions provisoires. Ces extraits d'inscriptions ne seront point admis en paiement des contributions; les notaires sont autorisés à délivrer des grosses des contrats de rente, dont les propriétaires n'auroient reçu aucune expédition.

Barrère fait le rapport demandé au comité de salut public; il donne les motifs de la destitution de Houchard. — Robespierre, Prieur & Billaut-Varenes parlent ensuite; ce dernier annonce que de grandes mesures sont prises pour réparer nos revers; que l'on va attaquer Rome dans Rome, & que 100 mille hommes iront, sous les murs de Londres détruire la nouvelle Carthage.

(La suite à demain.)

Pay. de l'hôtel-de-ville de Paris, six premiers mois 1793.
Lettre J.